Pourquoi une organisation aujourd’hui ?

Dans les débats contre les adversaires de toute organisation, eût-elle une structure fédéraliste, l'accent a toujours été mis sur le caractère indispensable d'un lien permanent permettant une mise en commun des connaissances, des expériences, et une coordination des efforts. Il faut ajouter que l'organisation permet, mieux que l'isolement des individus et des groupes, de mettre en lumière et de contrer les tentatives d'hégémonie par les influences personnelles ou les manœuvres de coteries, pourvu que l'organisation ait une vie intérieure réelle et que la liberté de discussion y soit totale.

Mais dans une période difficile, comme celle que nous vivons, une petite organisation comme l'O.C.L ne peut apporter beaucoup aux militants et aux groupes. Elle ne peut pas, notamment, et c'est important, aider un groupe à se tirer d'affaire, à affronter des tâches ou des difficultés particulières. Chaque groupe, chaque isolé se trouve sans ressources autres que les siennes propres pour faire face à telle intervention locale par exemple. Dans de telles conditions, des camarades se disent «pas besoin d'organisation puisqu'elle ne peut rien nous apporter». C'est une vue trop simple et qui doit plus à un découragement passager qu'à une analyse solide.

Quels sont donc les apports d'une organisation, comme la nôtre, même en période difficile?

– tout d'abord, éviter le localisme, maladie infantile des groupes anti-bureaucratiques militant pour l'autonomie du prolétariat; ces groupes ont très souvent la tentation, ou de se replier sur une vie locale à partir de laquelle on généralise, ou de s'en remettre à un spontanéisme naïf

s'imaginant que si chaque noyau local a une pratique, la «force des choses» fera que les diverses initiatives de ces noyaux locaux se recouperont nécessairement (ce qui est faire bon marché des diversités et des inégalités de développement et compter de façon quelque peu mystique sur une «cohérence théorique» à toute épreuve).

– aussi, de relativiser les positions de chaque groupe, de permettre l'émergence d'un comportement politique responsable éliminant les divergences de détail au profit des options fondamentales communes; autrement dit de conduire chacun à accepter une politique commune en réservant ses possibilités d'expression et de discussion, vers un comportement collectif hors duquel il n'y a que manie individualiste d'être à tout prix, ce qu'on est à un moment donné, sans se soucier d'une efficacité collective (qui ne veut absolument rien abandonner de ses propres options d'un moment est incapable de travailler en collectif et est en fait, totalitaire, et c'est un défaut bien courant même dans les groupes non bureaucratiques.)

– ensuite, par les échanges d'expériences, les confrontations et discussions, réaliser le lien dialectique pratique-théorie; faute de quoi chacun risque de théoriser de son côté à partir d'une connaissance très limitée de la réalité politique, et même, par manque de recul, de se laisser entraîner à des alliances, voire des adhésions, à d'autres groupes politiques qui, localement, peuvent avoir une physionomie particulière. L'organisation permet, au contraire, de préparer collectivement les regroupements indispensables, les étapes successives de la constitution de «l'organisation des révolutionnaires».

– Surtout, par l'ouverture que constitue la rencontre des groupes, les échanges d'informations, conduire à analyser plus rigoureusement les grands problèmes qui dépassent la capacité d'un seul groupe local. Pensons par exemple à des questions comme les luttes anti-impérialistes, les couches moyennes, la connaissance de l'évolution des structures capitalistes.

– enfin, permettre à plusieurs noyaux d'avoir, si peu que ce soit, un point de vue collectif et des pratiques convergentes, ce n'est pas négligeable. Autrement dit, pouvoir se mettre d'accord même si les moyens mis en commun sont limités.

– Peut–être même, la mini–organisation n'est–elle pas inutile pour éviter les découragements, et n'est–il pas tout à fait indifférent de pouvoir publier – même à intervalles trop grands – des brochures, un organe, une revue, au moins de confrontation.

Il est clair que l'organisation minimum telle qu'on vient d'en esquisser les mérites ne peut être une simple liaison, un simple lien de rencontre, un «club». Elle suppose un souci de construction théorique en commun, de recherche permanente de cohérence, de préparation à l'intervention de tous y compris pour des périodes plus favorables. C'est donc une question politique que celle de l'organisation et non une simple question de puissance matérielle, de nombre, d'efficacité immédiate ou de «crédibilité».

Et que cette organisation soit plus ou moins formalisée, elle existe à partir du moment où les groupes qui se rencontrent sont parvenus à ce minimum de cohérence théorique et d'intervention commune que nous rappelons.

Aujourd'hui, dans le cadre de «Rupture» le problème se pose puisqu'un certain nombre de groupes, parvenus à cette cohérence et à cette intervention collective sont groupés dans l'O.C.L. et que certains autres groupes en sont, entre eux et vis à vis de l'O.C.L, au niveau de la simple «liaison». Il ne s'agit pas de brûler les étapes mais il ne faudrait pas non plus évoluer vers l'attentisme et l'excessive valorisation des travaux et tentatives de chacun.

Si dans un délai de quelques mois trop de divergences se manifestent, «Rupture» n'aura même plus de sens. S'il s'avère que sous des expressions différentes il y a une majeure

communauté d'analyse et de pratique, il n'y aura plus que de mauvaises raisons pour retarder le passage à l'Organisation, quel qu'en soit alors le titre, choisi en commun.

A. Coursan